



CTB



Secrétariat Général de l'Enseignement
Primaire,
Secondaire et Professionnel

RAPPORT FINAL

PROJET UNITE CONJOINTE D'APPUI A LA GESTION AU SEIN DU MINEPSP RDC 10 155 11



Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
FICHE D'INTERVENTION	4
APPRECIATION GENERALE	5
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES.....	6
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	6
1.1 CONTEXTE	6
1.1.1. CONTEXTE GENERAL	6
1.1.2. CONTEXTE INSTITUTIONNEL	7
1.1.3. CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION	8
1.1.4. CONTEXTE HARMO	8
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	9
2 RESULTATS ATTEINTS.....	10
2.1 MATRICE DE MONITORING	10
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	12
3 DURABILITE.....	18
4 APPRENTISSAGE.....	19
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	19
4.2 RECOMMANDATIONS	20
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL).....	21
1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	21
2 DEPENSES	22
3 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	27
4 MARCHES PUBLICS	31
5 ACCORDS D'EXECUTION.....	32
6 ÉQUIPEMENTS.....	33
7 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :.....	35
8 MATRICE DE MONITORING COMPLETE (INDICATEURS REVUS)	42
9 OUTILS ET PRODUITS	46

ACRONYMES

AE	Accord d'Exécution
APEP	Appui à l'Enseignement Primaire
ATI	Assistance Technique Internationale
CAT	Cellule d'Appui Technique
COMCON	Comité de Concertation
CTB	Coopération Technique Belge
DEP	Direction des Etudes et Planification
DPO	Délégué à Pied d'œuvre
DTF	Document Technique et Financier
EDUEQUA	Projet Education Equateur
EDUKAT	Projet Education Katanga
EDUKOR	Projet Education Kasai Oriental
EDUT	Projet Education Tshopo
EMP	Evaluation à Mi-Parcours
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
EPS-INC	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
F	Féminin
FC	Franc Congolais
IGC	Institut Géographique Congolais
M	Masculin
M&E	Monitoring et évaluation
MINEPSP	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MICS	Multiple Indicator Custer Survey
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUSIDA	Organisation des Nations Unies de lutte contre le Sida
PEE	Programme d'Etudes et d'Expertise
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PRECOB	Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'Octroi de Bourses
PROVED	Chef de Division Provinciale
PTF	Partenaire Technique et Financier
Q1, 2...	Trimestre 1, 2...
R1, 2...	Résultat 1, 2...
RDC	République Démocratique du Congo
SESAM	Services pour l'Education, les Savoirs et l'Appui à la Maîtrise et à l'usage du français
SdS	Structure de Supervision
SG	Secrétariat Général
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquis
SIG	Système d'Information Géographique
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SPACE	Secrétariat Permanent d'Appui et de Coordination du Secteur de l'Education
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine

Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion au sein du MINEPSP
Code de l'intervention	RDC 10 155 11
Localisation	Kinshasa/RDC
Budget	5.000.000 euros
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du comité de pilotage	Janvier 2012
Date de fin de la convention spécifique	04 octobre 2016
Groupes cibles	*Cadres du MINEPSP impliqués dans la mise en œuvre du PIC 2010-2013 *Cadres des structures déconcentrées et décentralisées impliqués dans la mise en œuvre du PIC 2010-2013.
Impact ¹	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.
Outcome	Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration
Outputs	R1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle
	R2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées
	R3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement
	R4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement
	R5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement
	R6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorés
Budget total de l'intervention	5.350.000 euros
Période couverte par le rapport	2012-2015

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Appréciation générale

<p>Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :</p>	<p>Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :</p>
<p>L'UCAG-EPSP a été un projet pertinent pour le ministère de l'EPSP parce qu'il cadre avec les objectifs nationaux de l'éducation. Il a été géré avec efficacité et efficience suite à une coresponsabilité transparente et apaisée.</p> <p>La collaboration entre les membres de l'équipe du projet a été franche et dynamique.</p> <p>Le mécanisme de suivi mis en place a privilégié l'approche participative passant des réunions hebdomadaires et périodiques aux observations et enquêtes sur terrain.</p> <p>Le renforcement des capacités humaines a couvert plusieurs domaines de formation correspondant aux besoins des bénéficiaires et cela à la grande satisfaction des concernés. L'amélioration du cadre de travail contribue aujourd'hui à l'amélioration du rendement professionnel du personnel des structures ciblées.</p> <p>A mon avis le projet UCAG-EPSP a atteint les résultats qui lui avaient été assignés.</p>	<p>Le Projet d'appui à la gestion du Ministère de l'EPSP a été conçu après plusieurs interventions isolées d'appui à l'ETFP et un premier projet d'appui institutionnel. Il a donc, bénéficié d'une grande maturité des deux Parties belge et congolaise pour asseoir une gestion coresponsable fructueuse.</p> <p>La contribution majeure du projet se résume dans le renforcement des capacités des administrations et compétences techniques du personnel aux niveaux central et provincial, avec comme conséquence, un appui optimal à la formulation des quatre projets ETFP par les administrations concernées.</p> <p>Le Projet a connu successivement mais fortuitement trois coresponsables CTB, de profils et de nationalités différentes (belge, congolais et français). Ce qui au lieu de desservir l'équipe a permis des approches et des sensibilités différentes qui ont renforcé les échanges et le transfert de savoir au sein de l'intervention.</p> <p>Ce type d'accompagnement en immersion dans l'administration partenaire offre l'avantage l'avantage d'un dialogue mutuellement enrichissant, et est à encourager. Le Modèle de supervision avec la SdS distincte de la SMCL a permis aux deux autorités de garantir la transparence dans la communication ainsi que dans la gestion.</p>
<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention :</p>	<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention :</p>
<p>Satisfaisant</p>	<p>Satisfaisant</p>
<p>Fonctionnaire exécution nationale</p>	<p>Fonctionnaire exécution CTB</p>
<p>NKOYO'A-NZOLA SAMUEL</p> 	<p>PATRICK FILLION (complété par Jean-Luc MUTOMBO-MUDIAY)</p> 

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1. Contexte général

La RDC connaît une certaine stabilité politique depuis 2006, mais les crises répétitives à l'Est conduisent à des déplacements de population, décès, blessés, enrôlement des enfants et des enseignants dans les groupes armés, etc. Elle demeure un pays fragile qui a besoin de se reconstruire et de relancer durablement sa croissance économique.

Les facteurs précités entraînent potentiellement de fortes perturbations sur le système éducatif dans les zones affectées, bien que le contexte macro-économique en croissance se trouve actuellement menacer par la baisse des cours des minerais/matières premières.

En effet, depuis 2010, la croissance économique de la RDC dépasse la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne de 2 %. Après avoir bénéficié d'un taux de croissance exceptionnel de 8 % par an en moyenne pendant quatre ans, les prévisions de 2016 estimées à 9% sont revues à la baisse et se situent autour de 6.3% en mai 2016 pour être ramenées à 4.3% en août 2016, mais ce taux demeure toujours supérieur à la moyenne africaine et au taux de croissance de la population congolaise. La croissance réelle du PIB était en moyenne supérieure à 7 % pour la période 2010-2014.

La politique monétaire prudente menée par le Gouvernement depuis 2012 a permis de ramener les taux d'inflation à des niveaux inférieurs à 10%, de stabiliser le taux de change, et d'accroître les réserves de devises étrangères permettant une meilleure prédictibilité. L'économie congolaise reste encore dominée par le secteur primaire lequel contribue à hauteur de 49% au PIB, le secteur tertiaire pour 35% et le secondaire pour 13%.

Malgré cette performance de l'économie et de l'abondance de ses ressources naturelles, la richesse du pays a peu d'impact sur la vie de la population. En 2015, le niveau de vie des congolais reste bas parce que la RD Congo est classée 174^e pays sur 187 en termes d'Indice de développement humain (0.414) et 63.4% de sa population vit avec moins de 1.25\$ US par jour.

Si la part des ressources allouées à l'éducation est en constante augmentation (passant de 11% entre 2010-2013 à 14.42% en 2015), elle demeure insuffisante et en dessous de la moyenne des pays africains de même niveau économique. Le budget de l'Etat, dans sa configuration actuelle, ne permet pas de percevoir la part réservée à chaque type d'enseignement dont l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Au contexte décrit ci-dessus se fonde l'environnement social. Le nombre d'enfants par femme estimé à 6,6 en 2013 (EDS 2013-2014) est en augmentation par rapport à 2010 (6,3 MICS). 43% des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance dû à la malnutrition chronique en 2013 et l'incidence du paludisme estimée à 259 cas pour 1 000 habitants (OMS) contre 192 pour l'Afrique Subsaharienne. Parmi les causes de décès en RDC en 2014, le

paludisme est, selon l’OMS, à la 3^e position avec 9 968 383 cas.

L’incidence du VIH-SIDA dans le secteur de l’enseignement n’est pas non plus négligeable. UNUSIDA estime que 6 350 enseignants ont été infectés en 2012. En 2013, on estime à 481 122 (441 233 – 526 464) le nombre de Personnes Vivant avec le VIH et à 391 053 (351 235 – 436 437) le nombre d’orphelins du sida.

En 2010, la moyenne de taux de prévalence du VIH/Sida en RDC était de 3,24% "avec des pics très importants" au niveau des frontières, essentiellement à Kasumbalesa, dans l’ex province du Katanga (sud-est), Tshikapa dans l’ex province du Kasaï Occidental (centre) et Matadi dans l’ex province du Bas-Congo (sud-ouest).

L’évolution du contexte général décrit ci-dessus n’a pas affecté la logique de l’intervention surtout que les zones de concentration visées par le PIC se trouvent dans les contrées pacifiées. Il sied d’indiquer que quelques changements intervenus au courant de l’année 2015 n’ont pas eu un effet négatif sur le projet. Il s’agit par exemple de :

- La Cellule d’Appui Technique (CAT) qui était au départ chargée d’assurer la coordination, le suivi et l’évaluation du programme intérimaire de l’éducation devenue SPACE qui a vu son rôle s’élargir à l’ensemble du secteur éducatif. Cette structure a continué à bénéficier des appuis de l’UCAG-EPSP par son expert en charge de l’ETP.
- Démembrement des provinces passant de 11 à 26 pose un problème d’ancrage institutionnel et pourrait constituer un risque politique pour les projets EDUKAT et EDUMOSU (EDUEQUA) qui exécutent actuellement leurs activités dans deux provinces distinctes.
- La réforme de l’administration publique, étant un processus, est en train de prendre du temps. S’agissant du Ministère de l’EPSP, il sied de signaler que le processus de la restructuration envisagé n’est pas intervenu jusqu’à la fin de ce projet. Plutôt, il a été scindé en deux, à savoir : le Ministère de l’Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et le Ministère de l’Enseignement Technique et Formation professionnelle. La création du ministère de l’ETFP à côté de celui de l’EPS-INC a abouti à la mise en place de deux cadres organiques et la restructuration initialement attendue a été mise en veilleuse.
- Le document de stratégie sectorielle de l’éducation et de la formation 2016-2025 validé par le Gouvernement et endossé par les partenaires concernés touche tout le secteur de l’éducation et contribue à une réorientation efficace des activités et de l’aide publique au développement du secteur.
- La mise en œuvre des projets provinciaux selon diverses modalités d’exécution confère de nouveaux mandats à l’UCAG notamment les missions d’interface au niveau central et de coordination des projets qui doivent inévitablement se poursuivre à la fin de ce projet en vue de garder un lien entre le niveau central et le niveau provincial.

1.1.2. Contexte institutionnel

L’existence de deux ministères susnommés n’a pas affecté l’ancrage institutionnel du projet. Le Secrétariat Général de l’EPSP a demeuré un cadre très approprié et pertinent pour le projet.

Le Secrétaire Général à l’Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel qui a coordonné administrativement jusqu’à la fin du projet toutes les activités des deux ministères et qui a incarné l’interface entre les politiques et l’administration ainsi qu’entre l’Administration

de l'EPSP et les autres institutions et partenaires éducatifs a pendant 4 ans convenablement évolué avec le projet en s'impliquant parfois au suivi de l'exécution de certaines activités en provinces. Ceci a contribué à la bonne exécution des activités du projet et au bon déroulement des réunions de la SMCL et de la SdS. Il a pleinement joué son rôle auprès du Ministre et du Comité des partenaires en leur fournissant au moment opportun des plus amples informations sur le projet.

La participation active aux instances de concertation du secteur aussi bien dans les groupes thématiques, les comités de concertation ou les réunions des PTFs a accru la proximité, le dialogue et l'intégration de l'UCAG au système et aux entités d'aide au pilotage. L'UCAG a consolidé sa position d'interface au niveau national entre les acteurs centraux et les projets provinciaux.

1.1.3. Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les modalités d'exécution développées par le projet ont été maintenues pendant toute la durée de son exécution. Toutes les planifications: opérationnelles, financières et marchés publics et leurs suivis ont été régulièrement assurés par l'équipe du projet.

Il y a lieu de souligner que ces modalités ont quand même fait l'objet d'une certaine adaptation de la stratégie d'intervention étant donné que certains résultats ont connu de petits retards dans leurs exécutions par rapport aux délais. C'est le cas du résultat relatif au renforcement des compétences devant concourir à l'atteinte de l'outcome. Ces formations bien que planifiées n'ont pas été organisées selon le calendrier initial, ce qui a justifié la volonté de la direction du projet de maintenir leur programmation afin de contribuer au renforcement des capacités en matière de gestion et de suivi des projets et programmes de développement. La mise en œuvre réussie de cette activité confirme sa pertinence.

Des réunions hebdomadaires instituées avec la participation de tous les membres de l'équipe du projet ont été maintenues, et ce, pour favoriser le partage d'informations sur le déroulement et l'avancement des activités du projet. Aussi, le dialogue qui avait été instauré avec les bénéficiaires est resté également maintenu. L'on peut noter avec regret que le manuel des procédures administratives et financières élaboré n'a pas fait l'objet d'une diffusion auprès des membres de l'équipe du projet. La bonne exécution du projet n'a été possible que grâce aux échanges interpersonnels. Et, il y a lieu de saluer le bon esprit partagé qui a prévalu dans la réalisation du projet.

1.1.4. Contexte HARMO

La stratégie développée par le projet dans le cadre de l'harmonisation avec d'autres intervenants, partenaires et bénéficiaires a été maintenue du début à la fin du projet. Il s'agit notamment :

- des concertations établies entre l'intervention, les partenaires et les bénéficiaires dans l'objectif de soutenir les échanges d'informations sur l'état d'avancement des activités et divers autre aspect concourant à la bonne gestion du projet,
- la participation du Coresponsable ATI aux différentes instances de concertation qui réunissent les PTFs, ainsi que sa présence aux réunions thématiques organisées par les autorités ont contribué à la bonne connaissance du développement du système éducatif congolais ainsi qu'à son environnement,

- la participation des membres du projet aux divers ateliers et réunions sectorielles ainsi qu'aux activités liées à l'élaboration des documents de stratégie, de suivi ou de formation,
- la synergie développée avec les projets CTB : PRECOB, PEE et les projets provinciaux.

Quant à l'alignement, le projet n'a enregistré aucune circonstance perturbante. Celui-ci a demeuré constant dans la mesure où il y a : (1) la cohérence du projet avec le 5^e objectif du premier pilier du Document des Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR 2 en sigle) relatif au renforcement des capacités institutionnelles et humaines et la modernisation de l'administration publique, (2) l'articulation de l'intervention avec le Plan Intérimaire de l'Education (PIE en sigle) particulièrement en ce qui concerne ses programmes, 3.2 relatif au Renforcement des capacités institutionnelle et humaine et 3.3 concernant le Pilotage, la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIE.

Concernant l'appropriation, elle se situe à différents niveaux, à savoir :

- au niveau institutionnel : l'appropriation est effective, car le Secrétaire Général en qualité du Président de la SMCL s'est bien imprégné de l'intervention ce qui lui a permis de rapporter aux différentes instances nationales les différents acquis et réalisations du projet. Cette appropriation est aussi observée auprès de tout le personnel du Ministère mis à la disposition du projet ;
- au niveau des bénéficiaires, leur implication effective à l'exécution de toutes les activités se rapportant à leurs structures respectives a favorablement contribué à l'appropriation des procédures, approches et méthodes de gestion, suivi et coordination développés par le projet. Cette affirmation ressort clairement à travers les résultats de l'enquête menée par une consultance indépendante au mois de mai 2015 dont l'objectif était d'évaluer le degré d'impact produit à la suite de l'intervention.
- le personnel UCAG détaché du Ministère bénéficie, par sa participation quotidienne au traitement des dossiers marchés publics, planification, communication, d'un renforcement de capacité de proximité et d'une connaissance claire des procédures et activités de mise en œuvre.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Pour renforcer les capacités des structures qu'elle a appuyées, l'UCAG a privilégié la stratégie participative dans la gestion, l'exécution et le suivi des activités du projet en impliquant le personnel des Ministères concernés tant au niveau central que provincial.

C'est ainsi qu'au niveau Central des séances de travail directes ont été régulièrement organisées avec le personnel des structures ciblées pour échanger sur l'organisation, la planification et le déroulement des activités du projet.

Quant au niveau provincial, il a été désigné par province éducationnelle ciblée :

1. un Point Focal pour le suivi au quotidien de toutes les activités menées par le projet aux niveaux déconcentré et décentralisé. Il servait d'interface entre le projet et la structure ciblée.
2. un délégué à pied d'œuvre (DPO) pour le suivi technique quotidien de l'avancement de tous les travaux de construction et de réhabilitation réalisés par le projet.

Cette dynamique couplée de quelques formations et des visites de l'UCAG sur terrain a contribué à l'appropriation des procédures et des méthodes de travail utilisées ainsi que de différents autres processus usuels qui ont conduit à l'atteinte des résultats du projet.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT : Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.				
OUTCOME : Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration				
Nombre de Ministères coordonnant effectivement les différentes interventions dans leurs juridictions	1	5	5	
Nombre de structures ayant développé et mis en œuvre leurs stratégies de gestion et de suivi des interventions	1	11	1	Seul le niveau central a mis en place sa stratégie.
Nombre d'agents formés et impliqués dans les activités de suivi et coordination des interventions	0	50	29	
OUTPUT 1 : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle				
N. de postes comblés	0	22	22	
N. de marchés passés	0	60	161	
% d'employés féminins	0	30	18	
% d'employés formés	0	100	100	
% d'employés utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	100	
Taux de consommation du budget consacré au résultat 1	0	100	97	
OUTPUT 2 : Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées				
Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain	0	64	145	Y compris l'appui à la formulation des projets.
N. d'employés formés en gestion des projets et	0	84	37	

travail en équipe				
N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux	0	16	0	
% d'employés utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	44	
N. d'agents des structures provinciales impliqués dans la gestion des projets	0	47	29	
Taux de consommation du budget consacré au résultat 2	0	100	65	
OUTPUT 3 : Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement				
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	0	78	118	
% de femmes formées	0	30	15.3	
Proportion en % de personnes utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	85.7	
Proportion en % de personnes utilisant le matériel acquis dans leur travail quotidien	0	100	100	
Taux de consommation du budget consacré au résultat 3	0	100	73	
OUTPUT 4 : Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement				
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	0	150	206	
% de femmes formées	0	30	9	
Proportion en % de personnes utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	57.3	
Proportion (%) de structures disposant d'un cadre de travail amélioré	17	100	100	
Proportion en % de personnes utilisant le matériel acquis dans leur travail quotidien	17	100	100	
Taux de consommation du budget consacré au résultat 4	0	100	82	
OUTPUT 5 : Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement				
N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)	0	28	10	
% de femmes formées	0	30	29	
Proportion en % de personnes utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	71	
Proportion (%) de structures disposant d'un cadre de travail amélioré	50	100	100	
Proportion en % de personnes utilisant le matériel acquis dans leur travail quotidien	50	100	100	
Taux de consommation du budget consacré au résultat 4	0	100	110	

OUTPUT 6 : Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés			
Taux de réalisation du plan de communication élaboré	0	100	85
N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.	0	32	16
Taux de réalisation du blog	0	100	100
N. d'internautes ayant consulté le blog	0	1500	1219
Taux de consommation du budget consacré au résultat 6	0	100	40

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact² (impact potentiel) ?

L'appropriation et la capitalisation de l'expérience par les différentes structures appuyées et le développement de leurs capacités contribueront à la bonne gestion des interventions et programmes subséquents du secteur avec comme corollaire la maîtrise de ceux-ci.

Les savoir-faire acquis aideront à soutenir l'élaboration de programmes et de projets pertinents en cohérence avec les stratégies nationales (stratégie sectorielle de l'Education et de la formation et Stratégie du sous-secteur de l'ETFP) pour un développement consolidé.

2.2.2 Dans quelle mesure l'out come a-t-il été atteint ? Expliquez

L'appropriation par le personnel des structures ciblées des méthodes, approches et dispositions pratiques relatives à la coordination et à la gestion fonctionnelle des interventions contribuent à asseoir une culture de gestion efficace des programmes sectoriels de développement. Les Cadres et agents impliqués dans le pilotage, la planification, la mise en œuvre et le suivi des interventions sont non seulement fonctionnels et opérationnels mais ils utilisent les savoirs acquis dans l'exercice quotidien de leurs professions.

De ce qui précède, l'UCAG admet que l'out come a été atteint.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Le résultat concernant la mise en place opérationnelle de l'UCAG au sein du Secrétariat Général a été largement atteint dans la mesure où grâce à l'étroite collaboration entre l'UCAG et le Secrétariat général de l'EPSP le projet est parvenu à réaliser convenablement les missions qui lui avaient été confiées. Sa stratégie de mise en œuvre a été efficace en ce sens, qu'il a su asseoir un processus dynamique de communication et une coresponsabilité exemplaire et apaisée.

A l'exception du résultat 2 relatif à l'appui aux projets du PIC 2010-2013 avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées qui a souffert d'un grand retard

² Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

dans leur implémentation, l'UCAG a entrepris sans relâche l'encadrement et l'accompagnement des quatre projets provinciaux. Elle a en outre organisé des journées sectorielles pour promouvoir l'échange des informations afin de tirer des leçons pertinentes dans l'exécution des projets éducatifs en RDC.

Les activités entreprises dans le cadre des 4 autres résultats ont eu un impact fort tant en termes de réponses aux besoins exprimés par les structures ciblées lors de l'analyse de fonctionnement qu'en termes de pertinence. Ceci explique le taux élevé des résultats positifs relevés par le consultant qui a réalisé l'enquête sur les acquis de l'UCAG auprès des structures appuyées.

Selon les résultats enregistrés, les enquêtés ont bien apprécié l'organisation générale et l'apport des formations : **96%** ont trouvé les thèmes abordés pertinents, **94%** ont déclaré leurs capacités renforcées, **93%** ont reconnu avoir acquis de nouvelles capacités, **81%** ont changé positivement de comportement professionnel après les formations et **71%** mettent en pratique leurs nouvelles connaissances.

Les appuis matériels de l'UCAG/EPSP en mobiliers, en matériels technologiques et en infrastructures ont contribué à améliorer sensiblement le cadre de travail des structures ciblées selon **94%** des répondants. **85%** d'entre eux ont estimé ces appuis pertinents, **94%** ont déclaré leur qualité bonne. En moyenne, les interventions du Projet ont doublé les capacités des structures appuyées en mobiliers, matériels technologiques et infrastructures. En conséquence, les conditions de travail y sont au moins deux fois plus acceptables qu'avant l'appui de l'UCAG/EPSP.

Quant aux thèmes transversaux, l'enquête susmentionnée donne des indications ci-après : l'UCAG/EPSP a concouru à la promotion de la protection de l'environnement, du genre et de la lutte contre le VIH/SIDA par des campagnes de sensibilisation, des ateliers de formation et par l'installation des Clubs scolaires. Près de **96%** des participants à ces activités ont acquis de nouvelles connaissances relatives aux thèmes transversaux et **94%** les ont mis en pratique. **85%** d'entre eux ont fait une restitution auprès de leurs collègues qui étaient absents. L'installation des Clubs scolaires est pertinente d'après **97%** des répondants car leur influence sur les élèves serait très positive.

Les efforts importants déployés par le Projet pour l'amélioration de l'environnement professionnel n'ont pas suffi à répondre à tous les besoins des structures ciblées. Suite aux effectifs pléthoriques de ces services, les besoins étaient beaucoup plus importants que les moyens dont disposait l'UCAG/EPSP pour y répondre. Dans la limite de ses moyens, le Projet est parvenu à réaliser des changements considérables en faveur des structures ciblées.

De ce qui précède, il y a lieu de conclure que le projet a atteint les outputs attendus.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Les cadres du Ministère Central impliqués dans toutes les étapes du processus de mise en œuvre et de gestion de l'intervention ont amélioré leurs compétences dans les domaines de :

- *la gestion et passation des marchés publics,
- *la coordination, suivi et planification opérationnelle des projets,
- *la communication, techniques de conception des outils de communication, montage et gestion des outils modernes de communication,

*l'intégration et le développement des thèmes transversaux dans l'exécution des missions dévolues au ministère,

*la bureautique à savoir : Word, Excel, Power Point, Outlook et internet.

A la fin du projet, les intéressés ayant bien maîtrisé ces différents domaines, ils assureront l'effet multiplicateur à leur retour dans leurs structures administratives respectives.

Ce renforcement des capacités a couvert aussi les structures ministérielles appuyées au niveau central plus particulièrement la Direction des Etudes et Planification, la Cellule Ministérielle des marchés publics, la Radio Scolaire et la Cellule Ministérielle de la Gestion des Communications.

Dans sa vision de gestion coordonnée des projets sectoriels de développement, le Ministère central est doté d'une cartographie des interventions (base des données) en ETFP qui peut être adaptée à tous les autres types d'enseignement. C'est dans ce même objectif de coordination que 17 cadres de la Direction des Etudes et Planification ont été formés en Système d'Information Géographique (SIG) pour permettre au ministère de procéder désormais à la gestion prévisionnelle de l'offre scolaire (développement du réseau d'établissements scolaires) en fonction des besoins ressentis et des réalités observées sur terrain. Un équipement technique approprié lui a été par conséquent fourni pour servir à cette fin et un exercice pratique de géo référencement des écoles réalisé dans la commune de Ngiri-Ngiri à Kinshasa et dans le secteur de Kimpese dans la province du Kongo Central.

Quant aux structures déconcentrées et décentralisées, bien que le contexte en général soit peu favorable à un renforcement de compétences pertinent (personnel âgé, réformes administratives nécessaires en retard, effectivité de transfert des compétences aux structures décentralisées, etc.), elles ont été renforcées pour le suivi des actions menées dans leurs zones respectives. Elles ont été formées à travers les ateliers provinciaux d'accompagnement à l'élaboration de leurs stratégies locales en ETFP. Ces ateliers provinciaux ont été suivis de la formation en planification, suivi et évaluation afin de leur permettre de participer plus efficacement à la gestion et à la mise en œuvre des projets du PIC 2010-2013 ainsi qu'à d'autres programmes éducatifs que leurs ministères provinciaux pourraient initier ou développer. Les cadres provinciaux ont été en outre formés et outillés en approche projet d'établissement soutenue par le Gouvernement pour promouvoir la transparence et la participation des communautés dans la gestion des établissements scolaires.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?

1. La disponibilité et l'esprit d'initiative développés par le personnel ainsi que les bénéficiaires ont contribué à surmonter les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du projet,
2. L'absence de la Baseline et la non organisation de l'atelier de démarrage avec les bénéficiaires n'ont pas rendu aisé la détermination des valeurs de base et de définir de façon pertinente les valeurs cibles,
3. Un retard de deux ans a été observé dans l'exécution de certaines activités et formations directement liées à l'objectif spécifique, heureusement que grâce à la nouvelle impulsion le projet s'est ressaisi pour rattraper ce retard,
4. Le démarrage tardif des projets du PIC 2010-2013 et la clarification insuffisante des

rôles entre l'UCAG, les Coordinations provinciales de la CTB et la Représentation de la CTB n'ont pas permis à l'UCAG-EPSP d'assurer plus efficacement le suivi et l'accompagnement des projets du PIC précité et de construire une interaction réciproque avec les projets et les autres instances de coordination,

5. Le manuel des procédures administratives bien qu'il ait été « élaboré » n'a pas été diffusé auprès du personnel de l'UCAG. Ce problème a exigé des contacts personnels entre les agents pour établir des liens de collaboration opérationnels.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Un résultat positif inattendu est l'intérêt et la confiance portés à l'UCAG-EPSP par la Coopération française pour la gestion de ses interventions dans le secteur de l'EPSP. En effet, l'Agence Française de Développement et l'Ambassade de France en RD. Congo ont confié à l'UCAG la gestion de leurs projets respectifs, à savoir : l'APEP pour le premier et SESAM pour le second. Le projet Appui à l'Enseignement Primaire (APEP en sigle) a couvert les trois sites suivants : Kinshasa, Kasangulu et Kenge où 17 écoles ont été construites avec l'appui des communautés locales et le projet SESAM portant sur la formation des Inspecteurs et des Professeurs de français de l'enseignement secondaire œuvrant à travers de tout le territoire national.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Il sied de signaler qu'au démarrage des UCAGs chacun d'eux avait un thème spécifique à développer, mais compte tenu de l'existence au sein de l'EPSP d'une Direction Administrative (EVF) qui s'occupe des thèmes transversaux, le projet a plutôt collaboré avec cette structure pour plus d'efficacité et d'efficience.

C'est en recourant aux services de cette direction que l'UCAG a concouru à la promotion de la protection de l'environnement, du genre et de la lutte contre le VIH/, SIDA à travers des actions de formation tant au niveau central que déconcentré. Près de **96%** des participants à ces activités ont acquis de nouvelles connaissances relatives aux thèmes transversaux et **94%** les ont mis en pratique, **85%** d'entre eux ont fait une restitution à ceux de leurs collègues qui étaient absents.

Le projet a produit une bande dessinée qui est destinée aux enseignants et aux élèves. Celle-ci aborde les questions liées au genre, aux droits à l'éducation, à la gestion durable de l'environnement, au VIH/SIDA et à la paix. Les élèves et les enseignants de l'ETFP ont été sensibilisés sur ces différents thèmes et des clubs scolaires thèmes transversaux ont été mis en place dans certaines écoles afin de permettre aux élèves de continuer à échanger, discuter et réfléchir sur des sujets d'actualité liés aux thèmes transversaux. Un guide pédagogique destiné aux enseignants a été produit et des noyaux provinciaux des inspecteurs formateurs ont été formés à l'utilisation de ce dernier afin d'assurer l'effet multiplicateur auprès des enseignants. L'installation des Clubs scolaires est pertinente d'après **97%** des répondants car leur influence sur les élèves serait très positive.

Le programme d'éducation à la vie familiale qui se rapporte aux différents aspects liés à la vie courante qui doivent être enseignés aux élèves a été multiplié et distribué dans les écoles techniques et formations professionnelles implantées dans les zones de concentration ciblées.

Des noyaux provinciaux des inspecteurs ont été formés à l'utilisation de ce programme afin de démultiplier cette formation auprès des enseignants de leurs juridictions respectives.

2.2.7.1 Genre

Des actions sur l'intégration du genre dans les activités menées par le projet avec les structures centrales et déconcentrées visées ont eu lieu. C'est dans ce cadre qu'un atelier sur l'intégration du genre dans les programmes d'éducation a été organisé et une enquête sur les conditions de travail des femmes des structures centrales et déconcentrées ciblées ont été menés. La célébration des journées mondiales de la femme a été soutenue pendant toute la durée du projet. Ces journées étaient une occasion propice d'échange sur le devenir, les conditions de vie et de travail de la femme. Les formations et les campagnes de sensibilisation organisées en provinces ciblaient les participants en faisant attention à la dimension genre.

2.2.7.2 Environnement

Au niveau du Ministère central, le personnel des structures ciblées a été sensibilisé sur l'intégration des principes environnementaux dans leur milieu professionnel lors des journées mondiales de l'environnement.

Les campagnes de sensibilisation menées au profit des structures déconcentrées et décentralisées ont été orientées vers la protection de l'environnement communautaire avec un accent particulier sur l'environnement en milieu scolaire et la gestion des déchets au sein d'une école technique.

Ceci non seulement dans l'objectif général de la protection de l'environnement mais surtout d'assainir le cadre habituel de vie des élèves et des enseignants des écoles visées.

2.2.7.3 VIH/SIDA

L'UCAG a soutenu les activités de célébration des journées internationales de lutte contre les IST et VIH/SIDA où un accent particulier a été mis sur la perception personnelle des risques en faveur du personnel des structures ciblées du Ministère central.

Quant au niveau provincial, les fonctionnaires des structures déconcentrées et décentralisées, les enseignants et les élèves ont été sensibilisés sur l'éducation à la prévention des IST et VIH/SIDA.

2.2.7.4 Economie sociale

Le Projet UCAG était une prestation non lucrative d'utilité sociale ayant mis l'homme au centre de ses activités dans le but de servir à travers une éducation de qualité au développement de son pays (RDC). Sa gestion conjointe a permis de définir et planifier toutes les activités de commun accord avec les bénéficiaires. Tout en veillant à la bonne exécution des activités réalisées par les bénéficiaires, l'UCAG laissait à ces dernières toutes latitudes de gestion des ressources mises à leur disposition. Ce projet a en outre développé un dynamisme interne au sein du Ministère en recourant aux compétences existant en son sein. Cette approche a limité le recours aux bureaux d'études ou consultants extérieurs lesquels lui auraient coûté beaucoup plus chers.

2.2.7.5 Droits des enfants

La déclaration universelle des droits de l'homme fait de l'éducation un des droits fondamentaux de toute personne humaine. En appuyant le MINEPSP dans le pilotage de ses projets et programme de développement en faveur d'une éducation de qualité, le projet a reproduit et diffusé le programme d'éducation à la vie familiale où les différents thèmes de la vie en société sont abordés dans le but de construire la personnalité de l'enfant pour son intégration harmonieuse au sein de sa société. Les enfants ont été en outre sensibilisés sur leurs droits (éducation, genre, intégrité physique et morale, santé ...) lors des campagnes sur terrain.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

2.2.8.1 En ce qui concerne l'UCAG

Pour s'assurer des progrès réalisés et de l'état d'avancement des activités entreprises par le projet, la Direction de l'UCAG a développé un système interne de monitoring en :

- organisant des réunions hebdomadaires de suivi, de planification et d'évaluation,
- présidant des séances de travail sur le reporting, la restitution des missions et des événements ayant des liens avec le projet,
- suivant l'exécution des tâches confiées au personnel,
- assurant le suivi de coaching des missions et des consultants du projet...
- exploitant les différents rapports lui parvenus des points focaux, DPO, consultants...
- organisant une enquête indépendante auprès des bénéficiaires sur les acquis de l'UCAG.

Toutes ces initiatives prises par le projet s'inscrivent dans le seul but de garantir l'atteinte des résultats en prenant au moment opportun toute disposition utile en cas de problème.

2.2.8.1 En ce qui concerne la SMCL

Les membres de la SDS et de la SMCL ont veillé à la tenue régulière de leurs réunions semestrielles pendant toute la durée du projet. Ceux de la SMCL ont revu les indicateurs du DTF pour les mettre logiquement en cohérence avec les différents résultats attendus. Un état d'avancement des activités et l'évolution des décaissements ont été présentés à chaque SMCL. Le respect dans l'organisation et la fréquence des réunions de pilotage démontrent la détermination de ces deux structures à la réussite du projet.

2.2.8.2 En ce qui concerne les évaluations institutionnelles (MTR / backstopping / audit interne RDC / audit externe)

Concernant l'EMP

Les 5 recommandations de l'EMP formulées à l'endroit de l'UCAG-EPSP ont été estimées selon la SMCL du 1^{er} juillet 2014 être au-delà des compétences du projet. Mais celle se rapportant au réexamen des indicateurs a été résorbée.

Concernant le backstopping

Un backstopping organisé au démarrage du projet a permis de clarifier les relations interprofessionnelles et les responsabilités de chaque membre de l'équipe du projet. Ceci a été un gage pour la réussite de l'UCAG-EPSP.

En plus, l'UCAG-EPSP a été associée aux différents backstoppings organisés par le siège au profit des projets provinciaux. Cette participation a davantage édifié les prestations de l'UCAG.

Concernant l'Audit interne

L'UCAG a été deux fois auditée en interne. Ces audits étaient essentiellement orientés vers la gestion financière et les marchés publics.

Les recommandations formulées et estimées plus pertinentes ont été prises en compte dans la gestion quotidienne du projet.

Concernant l'Audit externe

Voir MP et Finances

3 Durabilité

Pendant toute la durée de gestion stratégique et opérationnelle du projet, les activités ont été menées dans le sens de la responsabilisation des bénéficiaires afin qu'ils s'adaptent aux changements introduits par le projet.

3.1.1 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le projet s'est exécuté en bonne collaboration avec le MINEPSP et a consolidé son intégration au sein du Secrétariat Général. Il entretient, par ailleurs, de bonnes relations avec les structures ciblées et la Cellule d'Appui Technique (CAT) laquelle est chargée actuellement du suivi et de la coordination des interventions dans le secteur de l'Education.

L'implication du personnel mis à disposition de l'UCAG par le Ministère et les points focaux des structures déconcentrées dans la gestion du projet a contribué au renforcement des capacités de ce personnel et à l'appropriation des approches et stratégies développées afin de les pérenniser.

Bien que la part du budget allouée à l'EPSP a atteint 14,42% en 2015 contre 6% en 2010 et vise à atteindre progressivement les 20%, il s'observe chaque année que l'EPSP est confronté au problème de paiement effectif des crédits lui affectés.

Il se dégage de ce constat que la durabilité de la présente intervention dépendra de l'évolution de l'environnement économique du pays et surtout de l'engagement du pouvoir politique à matérialiser sa vision pour le secteur de l'éducation en prenant particulièrement des mesures appropriées pour relever le niveau d'exécution du budget destiné au sous-secteur de l'EPSP et plus particulièrement pour la part allouée à l'investissement.

3.1.2 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le Secrétariat Général de l'EPSP a servi de charnière avec l'autorité politique du Ministère laquelle était intéressée à l'exécution de différentes activités du projet. L'autorité ministérielle avait été régulièrement informée sur la gestion et l'état d'avancement du projet à travers des rencontres directes, des notes et bulletins d'informations. Ce qui a contribué au rapprochement du projet avec les politiques tout en consolidant son intégration au sein du Secrétariat Général de l'EPSP.

C'est dans ce contexte que le politique a facilité au projet l'obtention entre autres des exonérations et des différentes autorisations sollicitées en faveur des consultants extérieurs et des assistants techniques internationaux,

3.1.3 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le projet ayant contribué au renforcement des capacités humaine, technique et matérielle a directement soutenu les capacités institutionnelles et de gestion des structures appuyées et par conséquent celles des Ministères cibles. Les risques potentiels sont liés au vieillissement du personnel dont les compétences ont été renforcées. Ce facteur ne pourrait pas, en cas de mise à la retraite, faire bénéficier aux structures appuyées des compétences acquises par ce dernier. Pour contourner ce problème, les responsables des structures concernées initient des séances de restitution au profit d'autres agents mais, pour que celles-ci produisent des effets, il faudrait que ces séances soient suivies d'un accompagnement pratique.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

- ✓ La gestion d'un projet sans réalisation de la Baseline pose de sérieuses difficultés de gestion et il faudrait que cette activité devienne un impératif dans le cas où elle ne s'exécute pas suspendre immédiatement l'exécution du projet après expiration du délai butoir.
- ✓ La deuxième leçon que nous voudrions tirer est que lors de la formulation du projet, il faudrait tenir compte de la complexité du suivi à distance des activités exécutées dans des milieux d'accès difficile en proposant un chronogramme plus réaliste (exemple pour déplacer un panneau solaire de Gemena à Lisala, il a fallu passer plus de 4 mois et cela avec risque que le matériel soit endommagé).
- ✓ Une troisième leçon apprise est que pour un projet ayant des aspects de renforcement des capacités humaines, il est nécessaire de réaliser les formations et les accompagnements

nécessaires au moins une année avant la fin du projet pour mieux apprécier l'acquisition et l'utilisation des compétences transférées.

4.2 Recommandations

Recommandation	Source	Public cible
<i>Description de la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation</i>	
Exiger comme préalable à tout projet de réaliser la Baseline dès le premier semestre de son démarrage.	2.2.5	Représentation CTB/RDC
Elaborer et diffuser dès le début du projet le manuel de procédures de gestion administrative qui définit clairement les liens et la complémentarité de différentes composantes du projet pour éviter de perte de temps	2.2.5	Direction du projet
Définir de manière précise et claire les rôles de différentes structures de coordination mises en place sur terrain afin d'éviter des conflits de compétence.	2.2.5	CTB Siège
Réunir tous les moyens financiers et techniques nécessaires pour démarrer au moment opportun toutes les interventions liées pour plus de synergie et d'efficacité	2.2.5	CTB Siège
Garantir pour plus de durabilité les acquis du projet par des appuis financiers conséquents	3.1.1	Ministère de l'EPSP

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

DECISIONS	SUIVI DES DECISIONS
Réexaminer les indicateurs relatifs à l'objectif spécifique,	Les indicateurs tant de l'objectif spécifique que des résultats ont été revus et approuvés par la SMCL.
Prévoir pour chaque indicateur une valeur de base pour mieux ressortir le changement. Impliquer les membres de la SMCL pour l'obtention des données manquantes,	Valeur cible revue au début de l'année 2015.
Réclamer auprès de l'Ambassade de France le paiement des frais de gestion du projet de formation des inspecteurs et professeurs de français au profit de l'UCAG (SDS),	Rassemblement des pièces justificatives sur les avances effectuées dans le cadre de ce projet.
Prolonger de 6 mois l'UCAG-EPSP suite au démarrage tardif des projets à appuyer.	Le projet a été prolongé de 6 mois.

2 Dépenses

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2016	Expenses 2017	Total	Balance	% Exec
A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE			3.538.780,00	3.526.440,08	38,35	3.526.478,43	12.301,57	100%
01 Affectation progressive de ressources humaines			2.942.424,00	2.934.847,96	0,00	2.934.847,96	7.576,04	100%
01 Assistance technique		REGIE	2.187.327,00	2.165.832,17	0,00	2.165.832,17	21.494,83	99%
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	65.344,00	66.617,92	0,00	66.617,92	-1.273,92	102%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	394.400,00	400.046,67	0,00	400.046,67	-5.646,67	101%
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	295.353,00	302.351,20	0,00	302.351,20	-6.998,20	102%
02 Frais de fonctionnement			241.000,00	253.997,50	38,35	254.035,85	-13.035,85	105%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	241.000,00	253.997,50	38,35	254.035,85	-13.035,85	105%
03 Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG			91.500,00	90.034,85	0,00	90.034,85	1.465,15	98%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	91.500,00	90.034,85	0,00	90.034,85	1.465,15	98%
04 Acquisition du matériel de l'UCAG			123.210,00	123.271,86	0,00	123.271,86	-61,86	100%
01 Véhicules		REGIE	89.000,00	88.893,99	0,00	88.893,99	106,01	100%
02 Équipement IT		REGIE	34.210,00	34.377,87	0,00	34.377,87	-167,87	100%
05 Renforcement des compétences des membres de l'UCAG			135.646,00	121.171,60	0,00	121.171,60	14.474,40	89%
01 Formations initiales et continues		REGIE	135.646,00	121.171,60	0,00	121.171,60	14.474,40	89%
06 Accompagnement de la mise en place et du bon			1.000,00	977,28	0,00	977,28	22,72	98%
01 Manuel de procédures		REGIE	1.000,00	977,28	0,00	977,28	22,72	98%
02 Accompagnement du processus de changement		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
07 Promotion des thèmes transversaux			4.000,00	2.139,03	0,00	2.139,03	1.860,97	53%
01 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	4.000,00	2.139,03	0,00	2.139,03	1.860,97	53%
B APPUI A L'EXÉCUTION DES PROJETS			151.290,00	148.572,57	0,00	148.572,57	2.717,43	98%
01 Les capacités des équipes de projet sont renforcées			151.290,00	148.572,57	0,00	148.572,57	2.717,43	98%

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2016	Expenses 2017	Total	Balance	% Exec
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	8.960,00	8.402,93	0,00	8.402,93	557,07	94%
02 Renforcement des compétences		REGIE	5.480,00	5.427,95	0,00	5.427,95	52,05	99%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	156.500,00	156.387,58	0,00	156.387,58	112,42	100%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	20.360,00	20.235,94	0,00	20.235,94	124,06	99%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	6.800,00	6.676,91	0,00	6.676,91	123,09	98%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la			94.390,00	53.189,59	0,00	53.189,59	41.200,41	56%
01 Renforcement des capacités matérielles de la Plateforme		REGIE	28.200,00	16.632,63	0,00	16.632,63	11.567,37	59%
02 Renforcement technologique de la Plateforme		REGIE	7.300,00	8.305,04	0,00	8.305,04	-1.005,04	114%
03 Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de		REGIE	1.460,00	882,99	0,00	882,99	577,01	60%
04 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	25.330,00	2.192,49	0,00	2.192,49	23.137,51	9%
05 Communication pour le Développement		REGIE	32.100,00	25.176,44	0,00	25.176,44	6.923,56	78%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			98.027,00	100.792,60	0,00	100.792,60	-2.765,60	103%
01 Audit et Suivi et Evaluation			98.027,00	99.655,31	0,00	99.655,31	-1.628,31	102%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	86.000,00	91.192,26	0,00	91.192,26	-5.192,26	106%
02 Audit		REGIE	27,00	27,14	0,00	27,14	-0,14	101%
03 Backstopping		REGIE	12.000,00	8.435,91	0,00	8.435,91	3.564,09	70%
04 Baseline, atelier de démarrage		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
99 Conversion rate adjustment			0,00	1.137,29	0,00	1.137,29	-1.137,29	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	1.137,29	0,00	1.137,29	-1.137,29	??%
		REGIE	5.000.000,00	4.972.571,71	38,35	4.972.610,06	27.389,94	99%
		COGEST						
		TOTAL	5.000.000,00	4.972.571,71	38,35	4.972.610,06	27.389,94	99%

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2016	Expenses 2017	Total	Balance	% Exec
01 Renforcement des compétences des équipes de projets		REGIE	10.500,00	10.261,85	0,00	10.261,85	238,15	98%
02 Appui à la gestion des projets sectoriels		REGIE	121.790,00	116.550,42	0,00	116.550,42	5.239,58	96%
03 Appui à la gestion des projets hors secteur (SLA)		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
04 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	19.000,00	21.760,30	0,00	21.760,30	-2.760,30	115%
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET APPUI À LA			1.211.903,00	1.196.766,46	0,00	1.196.766,46	15.136,54	99%
01 Les capacités du Ministère au niveau central sont			358.033,00	371.704,55	0,00	371.704,55	-13.671,55	104%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	10.528,00	9.946,23	0,00	9.946,23	581,77	94%
02 Renforcement des compétences du personnel clé des		REGIE	91.150,00	89.791,51	0,00	89.791,51	1.358,49	99%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	64.650,00	63.737,69	0,00	63.737,69	912,31	99%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	49.995,00	55.412,30	0,00	55.412,30	-5.417,30	111%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	12.495,00	12.302,24	0,00	12.302,24	192,76	98%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	118.015,00	129.218,01	0,00	129.218,01	-11.203,01	109%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	11.200,00	11.273,66	0,00	11.273,66	-73,66	101%
08 Appui aux activités spécifiques		REGIE	0,00	22,91	0,00	22,91	-22,91	??%
02 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère			561.380,00	574.741,01	0,00	574.741,01	-13.361,01	102%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	22.480,00	22.363,81	0,00	22.363,81	116,19	99%
02 Renforcement des compétences		REGIE	66.300,00	67.775,93	0,00	67.775,93	-1.475,93	102%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	371.660,00	373.879,89	0,00	373.879,89	-2.219,89	101%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	19.660,00	21.061,77	0,00	21.061,77	-1.401,77	107%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	22.650,00	22.154,68	0,00	22.154,68	495,32	98%
06 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	58.630,00	67.504,93	0,00	67.504,93	-8.874,93	115%
03 Les capacités des Ministères provinciaux sont			198.100,00	197.131,31	0,00	197.131,31	968,69	100%
		REGIE	5.000.000,00	4.972.571,71	38,35	4.972.610,06	27.389,94	99%

Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	5.000.000 euros	4.972.810,08	99.45%	
Contribution du pays partenaire	350.000 euros			La contribution n'est versée en cash. Il s'agit des divers apports de l'Etat partenaire non comptabilisés en espèces.
Autre source	0			

3 Personnel de l'intervention

CODE PROJET		RDC 10 155 11
NOM PROJET		UCAG-EPSP
ANNEE DE REFERENCE	2015	
TRIMESTRE DE REFERENCE	Q4	

Tableau de suivi des contrats d'emploi du projet

Fonction	Nom	Prénom	M/F	Début	Fin
1 . PERSONNEL MIS A DISPOSITION PAR LE PARTENAIRE					
Co-responsable National	Nkoyo a Nzola	Samuel	M	1/10/2011	30/12/2015
Chargé cellule suivi et planification	Lahema Otepa	Cosmas	M	13/10/2011	30/12/2015
Chargé cellule communication	Nteba	Faustin	M	13/10/2011	30/08/2014
Secrétaire-caissière	Luvefu	Anita	F	4/10/2011	30/09/2015
Collaborateur suivi et planification	Ngongo	Abdulu	M	13/10/2011	30/12/2015
Collaborateur communication	Baku	Junior	M	13/10/2011	30/12/2015
Expert volant environnement	Yogo	Hilaire	M	15/01/2014	30/12/2015

Gestionnaire des marchés publics	Kambale	Claude	M	10/07/2013	30/12/2015
Expert en marché public	Thamba	André	M	19/09/2012	30/12/2015
Expert en bâtiment	Lemba	Robert	M	17/07/2012	30/12/2015
Chauffeur	Ibula Mahonda	Blaise	M	10/02/2012	30/12/2015
Chauffeur	Mbo	Jean Paul	M	2/07/2013	30/12/2015
Entretien et salubrité	Mwandeke	Jean Gilbert	M	13/10/2011	30/12/2015
2. PERSONNEL D'APPUI RECRUTE LOCALEMENT PAR LA CTB					
Financial officer	Bongongo	Jean-Louis	M	1/09/2011	30/11/2011
Financial officer	Kaleka	Célestin	M	1/04/2012	28/02/2014
Comptable valideur	Muke	Hugo	M	1/10/2011	30/06/2012
Comptable valideur	Lukoki	Loretta	F	1/09/2012	30/12/2015
Fonction	Nom	Prénom	M/F	Début	Fin
Gestionnaire des marchés publics	Ngomba	Getou	F	1/09/2011	30/12/2015
Logisticien	Kafuka	Job	M	1/05/2013	30/02/2015
Logisticien	Khuwa	Alex	M	16/02/2015	30/08/2015
Logisticien	Chasinga	Godefroid	M	1/07/2015	30/12/2015

Chauffeur	Bukwe	Anicet	M	4/10/2011	30/12/2015
Chauffeur	Kilima	Jacques	M	4/10/2011	30/12/2015
Chauffeur	Malamba Diku	Dady	M	5/01/2015	30/12/2015
3 . PERSONNEL DE FORMATION RECRUTE LOCALEMENT					
4. PERSONNEL INTERNATIONAL (HORS CTB)					
Fonction	Nom	Prénom	M/F	Début	Fin
5. EXPERTS INTERNATIONAUX CTB					
Co-responsable ATI	Jan	Bijnens	M	01/11/2011	01/11/2013
Co-responsable ATI	Patrick	Fillion	M	1/09/2014	30/12/2015
Chargé cellule administration et finances	Carine	Vanommeslaeghe	F	1/10/2011	1/07/2014
Chargé cellule administration et finances	Geneviève	Martin	F	1/09/2014	30/12/2015
Chargé cellule marché public	Thibault Vander	Auwers	M	1/02/2012	30/12/2015

4 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Devise	Montant (estimé / réalisé)	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s) activité	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Milestones (réalisés ou planifiés)			
													Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution
LB2015/10	Aménagement d'un Centre de Ressources NTC au SG		travaux	€		\$24 780	régie	C0104	Bajac Construct	PN < 20.000 €	100%	Clôturé	mai 2015	juillet 2015	juillet 2015	septembre 2015
RDC 10 155 11 17	Construction bâtiment Division provinciale à Lisala		travaux	€		70 271 €	régie	C0203	Conspers	PNC	85%	Travaux suspendus. Décompte en cours. Travaux à relancer via Edu-Equa	février 2014	mars 2014	mai 2014	octobre 2015
RDC 10 155 11 22	Construction abritant le Ministère provincial à Kisangani		travaux	€		95 899 €	régie	C0303	Scico	PNC	100%	Clôturé	novembre 2014	décembre 2014	janvier 2015	septembre 2015
LB2015/08	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'un kit solaire pour le Ministère provincial de l'EPSP à Mbandaka		biens	€		\$16 420	régie	C0304	Prodimpex	PN < 20.000 €	100%	Clôturé	mai 2015	juin 2015	juillet 2015	septembre 2015
LB2015/12	Achat de mobilier pour le Centre de Ressources NTC au SG		biens	€		\$3 078	régie	C0401	Sapro	PN < 20.000 €	100%	Clôturé	septembre 2015	septembre 2015	octobre 2015	octobre 2015
LB2015/13	Achat d'équipement informatique pour le Centre de Ressources NTC au SG		biens	€		\$16 125	régie	C0401	IT-COM	PN < 20.000 €	100%	Clôturé	octobre 2015	octobre 2015	novembre 2015	décembre 2015
LA2015/309	Achat d'un vidéo-projecteur pour le Centre de Ressources NTC au SG		biens	€		\$2 565	régie	C0401	Radiocom	PN < 20.000 €	-	Livraison en cours	octobre 2015	octobre 2015	novembre 2015	décembre 2015

5 Accords d'exécution

Numéro de l'Accord	Modalité d'exécution	code budgétaire activité	Name of partner institution	Statut institution	Objet de l'Accord	Modalité de paiement	entrée en vigueur (date)	End date	Montant Total (€)	Statut	No Transfert	statut transfert	Montant (€)	Remarques
AE 01	régie	C-01-06	Cellule d'Appui Technique du MINEPSP	Ministère central	Appuyer le suivi, l'harmonisation et la coordination des actions en ETFP.	Transfert mensuel	01/02/2014	31/01/2015	20 000\$	Clôturé	1	Réalisé	2 300\$	Accord d'exécution n°01/2014.
											2	Réalisé	2 700\$	
											3	Réalisé	2 300\$	
											4	Réalisé	2 300\$	
											5	Réalisé	1 300\$	
											6	Réalisé	1 300\$	
											7	Réalisé	1 300\$	
											8	Réalisé	1 300\$	
											9	Réalisé	1 300\$	
											10	Réalisé	1 300\$	
											11	Réalisé	1 300\$	
											12	Réalisé	1 300\$	
											Insérer une ligne ici			
AE 01 Avenant	régie	C-01-06	Cellule d'Appui Technique du MINEPSP	Ministère central	Appuyer le suivi, l'harmonisation et la coordination des actions en ETFP.	Transfert mensuel	01/02/2015	31/12/2015	14 300\$	En cours	1	Réalisé	1 300\$	Avenant n° AE/RDC/2015/1015511/01av à l'accord d'exécution n°01/2014.
											2	Réalisé	1 300\$	
											3	Réalisé	1 300\$	
											4	Réalisé	1 300\$	
											5	Réalisé	1 300\$	
											6	Réalisé	1 300\$	
											7	Réalisé	1 300\$	
											8	Réalisé	1 300\$	
											9	Planifié	1 300\$	
											10	Planifié	1 300\$	
											11	Planifié	1 300\$	
AE 02	régie	C-01-02	Institut Géographique du Congo (IGC)	Organisme public	Assurer la formation en SIG-GPRS et en cartographie scolaire des agents et cadres de la DEP-EPS-INC	Tranche variable	19/06/2015	19/09/2015	16 390\$	En cours	1	Réalisé	6 750\$	
											2	Réalisé	4 920\$	
											3	Réalisé	4 720\$	

6 Équipements

Listez les équipements acquis durant l'intervention

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>prévue</i>	<i>réelle</i>	
Router Wireless-G (Broadland Router)					Bon Etat
Modem Iburst UTD1785D-CD-A					Bon Etat
Stabilisateur STAC, Modèle ST 1000 w					Bon Etat
Routeur Wireless-N (Cisco)		119,5		25/025/2012	Bon Etat
Modem Iburst UTW1785D-KE-B		190,78		09-04-12	Bon Etat
Router Wireless-G (Broadland Router)					Bon Etat
Modem Iburst UTD1785D-CD-A					Bon Etat
Router Wireless-G (Broadland Router)					Bon Etat
Modem Iburst UTW1785D-KE-B					Bon Etat
Split LG					Bon Etat
Split CHIGO					Bon Etat
Split CHIGO					Bon Etat
Split GE					Bon Etat
Split CHIGO					Bon Etat
Split CHIGO					Bon Etat
Split CHIGO					Mauvais Etat
Split WESTPOINT					Bon Etat

Split CHIGO				Bon Etat
Coffre - fort BS-T370		70,64	06-04-12	Bon Etat
Stabilisateur TANAKA 5000 W		119,21	29-03-12	Bon Etat
Fontaine Lucky Star		175,39	13-12-11	Bon Etat
Stabilisateur 3000 w		99,98	29-03-12	Bon Etat
Stabilisateur 3000 w		99,98	29-03-12	Bon Etat
Rallonge à 6 prises				Bon Etat
Rallonge à 6 prises				Bon Etat
Stabilisateur TANAKA 3000 w		99,98	29-03-12	Bon Etat
Stabilisateur		119,21	29-03-12	Bon Etat
Rallonge à 6 prises				Bon Etat
Fontaine GEEPAS		277,86	19-06-13	Bon Etat
Fontaine GEEPAS		277,86	19-06-13	Bon Etat
Fontaine GEEPAS, modèle: GWD8336		277,86	19-06-13	Bon Etat
Frigo 190 L Sharp		423,94	19-06-13	Bon Etat
Stabilisateur 3000 w		70,93	02-07-13	Bon Etat
Stabilisateur 3000 w		70,93	02-07-13	Bon Etat
Stabilisateur 3000 w		70,93	02-07-13	Bon Etat
Stabilisateur TANAKA 2000 w		35,53	02-07-13	Bon Etat
Stabilisateur TANAKA 2000 w		35,53	02-07-13	Bon Etat
Destructeur de papiers Fellowes 72 Ct		187,77	09-07-13	Bon Etat
Coffre-fort BS-K880 190 Kg clé+clé+handle		1 045,52	06-07-13	Bon Etat

Copieur Canon IR2420		2 711,37		23-07-13	Bon Etat
Groupe électrogène 30 KVa, Modèle: 1103A-33G Perkins		11 309,56		25-11-13	Bon Etat
Stabilisateur Naki 1500		57,69		29-03-12	Bon Etat
Fontaine Lucky Star					Bon Etat
APPAREIL PHOTO Sony DSC-W650 +carte mémoire SANDISK 4GB+pochette		189,47		31-07-12	Mauvais Etat
APPAREIL PHOTO Sony DSC-W650 +carte mémoire SANDISK 4GB+pochette+domino		194,62		11-07-12	Bon Etat
Machine à reliure Pm HP2188		73,42		04-09-14	Bon Etat
Tableau blanc 90x120		68,68		04-09-14	Bon Etat
Split SAMSUNG 18000 BTU		598,42		19-09-14	Bon Etat
Split SAMSUNG 18000 BTU		623		07-01-15	Bon Etat
Split SAMSUNG 18000 BTU				30-03-15	Bon Etat
Split SAMSUNG 18000 BTU				30-03-15	Bon Etat
Modem Fly box Orange 3G/4G E5172				28-04-15	Bon Etat
Modem Orange ZTE MF667 et router Wifi				28-04-15	Bon Etat
Modem Fly box Orange 3G/4G E5172				05-05-15	Bon Etat
Groupe électrogène 20 KVa, Marque Moel type : YST 200-4					Bon Etat

7 Cadre logique original tiré du DTF :

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	Objectif Général <i>Les capacités du Ministère et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</i>			

	<p>Objectif spécifique Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions 2. Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget. 	<p>Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels. PV des instances de coordination et concertation Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG Evaluations externes</p>	<p>Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective.</p> <p>Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile.</p> <p>Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes.</p> <p>Le projet attire et retient les ressources humaines requises.</p> <p>Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité.</p> <p>Les ressources affectées à l'UCAG sont stables.</p> <p>Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel.</p> <p>La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé.</p> <p>La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>
--	---	--	---	---

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG

R1	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres). 2. N. de marchés passés. 3. N. et % d'employés féminins dans l'UCAG 4. N. de manquements aux procédures relevés 5. N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale 6. Effectivité du transfert de compétence réciproque 7. Respect des échéances (documents et rapports) 8. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance). 	<p>Effectifs de l'UCAG Rapports trimestriels et annuels. Rapports FIT. Évaluations Évaluations de la performance de l'UCAG (audit organisationnel) Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage. Le personnel technique déjà formé est récupéré. Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
-----------	---	---	--	---

AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS

R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Taux de décaissement du budget prévu. 2. Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain. 3. Taux de réussite aux tests à la fin des formations. 4. N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 5. Effectivité du transfert de compétence 6. Utilisation des formations dans le travail quotidien 7. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Rapports de mission. Évaluation / audit.</p>	<p>Stabilité des équipes projets. Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage. Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).</p>
-----------	--	--	--	--

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET UN APPUI À LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR

R3	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
-----------	---	---	--	--

R4	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences</p> <p>Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R5	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences</p> <p>Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>

R6	Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Répartition des productions faites par ministère desservi. 2. Qualité des productions faites 3. % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaieurs) 4. Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi 5. N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. 6. Niveau d'audience des émissions de radio. 7. Taux de réalisation du site WEB 8. Utilisation du site WEB par les internautes. 9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plate-forme de Communications Plan de communication Études (audimat) et sondages. Évaluation / audit. Site WEB. Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER. L'expertise nécessaire est disponible.</p>
-----------	---	---	--	--

8 Matrice de monitoring complète (Indicateurs revus)

INDICATEURS	VALEUR DE LA BASELINE	VALEUR CIBLE FINALE	VALEUR OBTENUE 2012	VALEUR OBTENUE 2013	VALEUR OBTENUE 2014	VALEUR OBTENUE 2015
OUTCOME: Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.						
Nombre de Ministères coordonnant effectivement les différentes interventions dans leurs juridictions	1	5	1	1	3	5
Nombre de structures ayant développé et mis en œuvre leurs stratégies de gestion et de suivi des interventions	1	11	1	1	1	1
Nombre d'agents formés et impliqués dans les activités de suivi et coordination des interventions	0	50	10	16	19	29
INDICATEURS	VALEUR DE LA BASELINE	VALEUR CIBLE FINALE	VALEUR OBTENUE 2012	VALEUR OBTENUE 2013	VALEUR OBTENUE 2014	VALEUR OBTENUE 2015
R1. L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général est opérationnelle .						
N. de postes comblés	0	22	21	21	22	22
N. de marchés passés	0	100	13	78	110	161
% d'employés féminins	0	30	19	19	18	18
%d'employés formés	0	100	95	84	84	100
% d'employés utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	100	100	100	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 1	0	100	32	55,6	74	97

INDICATEURS	VALEUR DE LA BASELINE	VALEUR CIBLE FINALE	VALEUR OBTENUE 2012	VALEUR OBTENUE 2013	VALEUR OBTENUE 2014	VALEUR OBTENUE 2015
R2. Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées						
Missions d'appui réalisées par l'UCAG sur le terrain	0	150	27	59	97	145
N. d'employés formés en gestion des projets et autres aspects (gestion équipe, travail en équipe, audits et risques, Excel avancé, ingénierie de formation, recyclage sur le rapportage, More résultat...)	0	84	10	14	22	37
N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux	0	16	0	0	0	0
% d'employés utilisant les connaissances acquises lors des formations dans leur travail quotidien	0	100	–	17	26,2	44
N. d'agents des structures provinciales impliqués dans la gestion des projets	0	47	–	6	7	29
Taux de consommation du budget consacré au résultat 2	0	26	11,7	26	35,5	65

INDICATEURS	VALEUR DE LA BASELINE	VALEUR CIBLE FINALE	VALEUR OBTENUE 2012	VALEUR OBTENUE 2013	VALEUR OBTENUE 2014	VALEUR OBTENUE 2015
R3. Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						
N. de bénéficiaires formés	0	78	26	93	103	118
% de Femmes formées par rapport aux personnes formées	0	30	4	15	17	15,3
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0	100				85,7
Proportion (%) de personnes utilisant le matériel et équipement acquis dans leur travail quotidien	0	100	–	100	100	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 3	0	100	–	20	44	73
R4. Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						
N. de bénéficiaires formés	0	150	–	125	125	206
% de Femmes formées par rapport aux personnes formées	0	30	–	10	10	9
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0	100				57,3
Proportion (%) de personnes utilisant le matériel et équipement acquis dans leur travail quotidien	0	100	–	50	100	100
Proportion (%) de structures disposant d'un cadre de travail amélioré	17	100	–	33	67	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 4	0	100	–	22	68,6	82

INDICATEURS	VALEUR DE LA BASELINE	VALEUR CIBLE FINALE	VALEUR OBTENUE 2012	VALEUR OBTENUE 2013	VALEUR OBTENUE 2014	VALEUR OBTENUE 2015
R5. Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement						
N. de bénéficiaires formés	0	28	–	3	10	10
% de Femmes formées par rapport aux personnes formées	0	30	–	0	29	29
Proportion (%) de personnes utilisant les connaissances acquises dans leur travail quotidien	0	100				71
Proportion (%) de personnes utilisant le matériel et équipement acquis dans leur travail quotidien	0	100	–	50	100	100
Proportion (%) de structures disposant d'un cadre de travail amélioré	50	100	–	50	75	100
Taux de consommation du budget consacré au résultat 5	0	100	–	16,5	40	110
INDICATEURS	VALEUR DE LA BASELINE	VALEUR CIBLE FINALE	VALEUR OBTENUE 2012	VALEUR OBTENUE 2013	VALEUR OBTENUE 2014	VALEUR OBTENUE 2015
R6. Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorés						
Taux de réalisation du plan de communication	0	100	20	35	70	85
N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus	0	32	3	5	12	16
Taux de réalisation du blog	0	100	–	100	–	100
Nombre d'internautes ayant consulté le blog	0	1500	–	500	902	1219
Taux de consommation du budget consacré au résultat 6	0	100	3	13,7	40	86

9 Outils et produits

Mentionnez, dans cette annexe, tout matériel disponible sur les effets de l'intervention ou toute expérience engrangée en appliquant des méthodes ou outils spécifiques.

- Publications (scientifiques)
 - Rapports de capitalisation
 - Matériel audiovisuel
 - Autres ressources
 - Approche/système M&E
 - Méthodologies
-
- Analyse de fonctionnement des structures ciblées
 - Manuel des procédures des marchés publics et logistiques RD Congo
 - Rapports des résultats annuels (2012 - 2015)
 - Rapport des résultats de l'enquête sur les acquis de l'UCAG
 - Résultats de l'enquête sur les conditions de travail du personnel féminin des structures centrales et déconcentrées ciblées du MINEPSP
 - Bulletins d'informations
 - Notes d'informations destinées au grand public
 - Revue de l'UCAG intitulée « ECHOS ET PERSPECTIVES D'UN PROJET A MI-PARCOURS »
 - Dépliant « ETFP notre engagement »
 - Dépliant « UCAG/EPSP »
 - 5 affiches illustrant les réalisations de l'UCAG (Infrastructures, Renforcement des capacités humaines, Renforcement des capacités techniques, Renforcements des capacités matérielles, appui à la coordination de l'ETFP)
 - Dépliants sur le genre, le VIH et l'environnement
 - Bande dessinée sur les thèmes transversaux (genre, VIH, environnement et paix)
 - 7 ABS concernant la promotion de l'ETFP
 - 1 ABS concernant la promotion de la bande dessinée
 - Film court metrage « Annania star »